



Les démocrates promettent de continuer à financer la guerre en Irak

Par [David Walsh](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2006

[WSWS](#) 13 décembre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Après la publication du rapport du Groupe d'étude sur l'Irak la semaine dernière, des démocrates en vue du Congrès ont clairement signifié qu'ils avaient l'intention de continuer à financer la guerre désastreuse en Irak à coup de centaine de milliards de dollars.

Selon un récent sondage d'AP-Ipsos, un record de 71 pour cent de la population désapprouve la façon dont George W. Bush gère la guerre en Irak, 60 pour cent sont d'avis qu'il faut au retrait des forces américaines en 2007 (le retrait immédiat ne faisait pas partie des options sur lesquelles les sondés pouvaient se prononcer) et seulement 9 pour cent croit en victoire américaine. Pourtant, les démocrates, qui ont été au pouvoir dans les deux chambres du Congrès en grande partie à cause de sentiment anti-guerre, ont promis de continuer à répondre aux demandes de Bush pour plus de fonds pour les interventions en Irak et en Afghanistan.

Comme Tom Curry de MSNBC a commenté crûment, « La speaker entrante de la Chambre Nancy Pelosi avait un message mardi pour les électeurs qui ont voté pour un Congrès démocrate le mois passé avec l'espoir que cela forcera le président Bush à rapatrier les troupes en Irak. « Nous ne couperons pas le financement pour les troupes », a dit Pelosi. « Absolument pas », a-t-elle dit. »

Pelosi a fait ce commentaire catégorique en réponse à une questions du journaliste qu'il lui demandait si les démocrates au Congrès voteraient pour mettre fin au financement de la guerre si Bush refusait de changer de cap en Irak.

Elle a continué : « Laissez lever tous les doutes qui pourraient subsistés; tant que nos troupes ne seront pas en sécurité, les démocrates seront là pour les soutenir, mais... nous devons superviser ce financement. »

Le nouveau leader démocrate de la majorité, Steny Hoyer du Maryland, a déclaré qu'« Aucun de nous ne veut la défaite; aucun de nous ne veut voir l'Irak comme un échec. »

Le leader démocrate entrant de la majorité au Sénat, Harry Reid du Nevada, a déjà signalé qu'il était prêt à accepter la prochaine demande de Bush pour d'immenses crédits budgétaires desquels on pense qu'ils pourraient atteindre 160 milliards \$. « Nous verrons s'il y a des dépenses gonflées dans tout cela et nous nous assurerons qu'il n'y a pas de projets chouchous, a-t-il dit récemment. Mais si les demandes sont justifiées, je crois que nous devons les accepter. »

Ayant reconnu qu'ils ont capitulé devant Bush sur la question du financement, plusieurs dirigeants démocrates au Congrès ont affirmé que leur capitulation avait un prix. Pelosi a confirmé que « les jours de l'approbation automatique sont chose du passé ». Et Hoyer a défendu l'idée qu'« Il pourrait bien y avoir attaché à ces 160 milliards \$ quelques paramètres qu'il faudra que le Congrès satisfasse. »

Le représentant Rahm Emanuel de l'Illinois, organisateur de la campagne des démocrates pour regagner la Chambre des représentants lors des dernières élections, a déclaré que la prochaine loi sur les crédits de guerre serait le « point tournant pour un nouveau cap ». Selon Curry du réseau de télévision MSNBC, Emanuel « a dit que la loi imposerait des conditions que Bush sera forcé d'accepter s'il veut l'argent, comme une commission pour enquêter sur les dépenses non justifiées ou supposément gaspillées en Irak. »

« Les électeurs qui seront déçus parce qu'ils croyaient que le nouveau Congrès ramènerait les troupes actuellement en Irak au pays, Emanuel a tenté cette explication : « A partir d'aujourd'hui, nous commençons à considérer ces questions de la bonne façon. » »

Même les vagues menaces démocrates d'imposer des conditions à Bush à l'avenir ont été accueillies avec scepticisme.

Thomas Donnelly, spécialiste des politiques de défense au Centre d'études stratégiques et internationales, a déclaré à la presse : « Ils pourraient dire "Nous n'allons pas payer pour une force militaire dépassant tant de soldats" ou "Vous n'aurez cet argent que si vous commencez à retirer les troupes de l'Irak." [Mais] je ne crois pas qu'ils aient le courage ou les votes pour le faire. »

En réalité, le Parti démocrate a été le complice de l'administration Bush dans cette guerre depuis que sa direction a voté pour la résolution du 11 octobre 2002 autorisant une attaque contre l'Irak. Les démocrates appuyaient alors la guerre de type colonial, et ils l'appuient maintenant, peu importe les doutes et les désaccords tactiques.

Reid, Pelosi et leurs collègues ont maintenant rejeté les deux moyens constitutionnels qui pouvaient mettre fin à la guerre en Irak : l'*impeachment* de Bush ou l'arrêt du financement de la guerre.

Hoyer a même rejeté, « du moins pour l'instant », une résolution encourageant Bush à adopter les recommandations de Baker et Hamilton et il a indiqué qu'il ne prévoyait pas que l'administration allait être appelée à comparaître pour déterminer ce qui avait mal tourné en Irak.

Un commentaire dans le *Roll Call* de la semaine dernière, un journal des initiés de Washington, a mis en évidence le caractère absurde de l'opposition démocrate envers Bush. Après avoir souligné que les démocrates « avaient reconnu en privé qu'ils feraient attention pour ne pas pousser trop loin leur adoption de l'étude [Baker-Hamilton] », car « ils veulent être sûrs que le rapport... ne défend pas l'administration Bush et ses politiques », *Roll Call* a ensuite attiré l'attention sur « Une complication potentielle pour les démocrates : le prochain président du Comité de la Chambre des représentants sur le renseignement, Silvestre Reyes, appuie l'augmentation du nombre de soldats américains. » C'est est effet une « complication » quand l'un de vos plus importants représentants appuie ouvertement une intensification de la mort et de la destruction.

Un élément du Parti démocrate, plus sensible aux sentiments populaires, s'affiche comme opposant antiguerre. Jim McGovern, représentant du Massachusetts, a présenté un projet de loi qui éliminerait la plupart des dépenses pour la guerre, mais qui réserverait un montant pour un retrait « ordonné et sécuritaire » des troupes, pour la reprise économique ainsi que le maintien de la paix au niveau international. Le projet de loi de McGovern a 18 commanditaires et n'a aucune chance d'être présenté à la Chambre des représentants pour un vote.

Le représentant Dennis Kucinich de l'Ohio, candidat à l'investiture présidentielle démocrate de 2004, a proposé que les démocrates votent contre le financement d'urgence de la guerre en Irak lorsqu'ils devront l'approuver l'année prochaine. S'adressant à Curry de MSNBC, il a dit : « Si de nouveaux membres se présentaient croyant qu'ils allaient aider à mettre un terme à la guerre et qu'ils votaient ensuite pour y affecter 130 milliards US\$, ils pourraient trouver difficile d'expliquer cela de retour à la maison. On ne peut à la fois dire que l'on s'oppose à la guerre et voter ensuite pour la financer. »

À ce point-ci, il n'y a pas d'appui pour la proposition de Kucinich. Le prochain président de la Commission des Forces armées à la Chambre des représentants, Ike Skelton du Missouri, a donné la réponse classique : « Tout ce que je peux dire est que j'appuie les troupes. » Le représentant démocrate du Massachusetts, Barney Frank, a rejeté l'idée de Kucinich, la qualifiant de « ridicule ».

Kucinich touche un dilemme réel pour les démocrates, mais sa propre opposition est frauduleuse. Sa candidature ainsi que celle d'Al Sharpton durant la course à l'investiture présidentielle démocrate en 2004, comme l'indiquait alors le WSWS, n'était rien d'autre qu'une mascarade. La paire était tolérée, même encouragée, par l'establishment du parti pour mousser la crédibilité des démocrates en tant que « parti du peuple » et pour nourrir l'illusion qu'ils représentent une alternative à Bush aux républicains.

À la fin, avant la convention du parti en 2004, les supporters de Kucinich laissèrent tomber leur opposition à la plateforme de droite démocrate et le congressiste de l'Ohio a endossé le candidat pro-guerre John Kerry. « La prochaine étape cruciale que nous devons prendre est d'aider à l'élection de John Kerry comme prochain président des Etats-Unis », a dit Kucinich aux journalistes. « Le mot d'ordre est unité. C'est le mot d'ordre. » Durant son discours à la convention nationale démocrate, haut lieu du patriotisme et du militarisme, Kucinich a lancé un appel aux délégués et électeurs de « forcer une nouvelle voie avec John Kerry et John Edwards ».

Récemment, lorsqu'il lui a été demandé par un journaliste ce que l'élection au poste de leader de la majorité d'une personnalité pro-guerre comme l'est Hoyer signifiait pour le parti démocrate et la guerre en Irak, Kucinich a répliqué, « Nous sommes unis derrière Nancy Pelosi, Steny Hoyer et toute notre l'équipe de la direction. »

Un mois après une élection dont les résultats sont une répudiation de la guerre en Irak, quelles sont les perspectives pour y mettre fin ?

Le rapport publié la semaine dernière par le Groupe d'étude sur l'Irak, ce panel bipartisan dirigé par l'ex-secrétaire d'Etat, James Baker et l'ex-congressiste démocrate Lee Hamilton, rejette la possibilité d'une victoire militaire américaine complète et fait pression pour un changement de cap, incluant une intensification des efforts diplomatiques et politiques, tout en maintenant indéfiniment des dizaines de milliers de militaires américains en Irak. Baker

et Hamilton s'expriment au nom d'une section de l'élite dirigeante qui craint les conséquences militaires, diplomatiques et politiques d'une catastrophe en Irak aux Etats-Unis mêmes.

Une autre faction de l'establishment politique, représentée par Bush, le sénateur John McCain et Joseph Lieberman, le bureau éditorial du *Wall Street Journal* et d'autres, rejettent tout retrait de troupes, tout redéploiement substantiel ou tout changement dans l'attitude provocatrice à l'égard de la Syrie et de l'Iran. Ce groupe est le porte-parole le plus conséquent de la section la plus prédatrice et brutale de l'élite dirigeante américaine.

Pour leur part, les dirigeants de « l'opposition » démocrate, Pelosi, Hoyer, Reid et Emmanuel, mis au pouvoir par la population pour mettre fin à la guerre, critiquent certaines des actions prises par l'administration et les républicains, mais, au bout de piste, promettent de continuer à appuyer le bain de sang et la destruction.

Aucun de ces éléments ne propose de retrait rapide des forces américaines hors de l'Irak et encore moins de tenir pour redevables les responsables de cette guerre criminelle.

Article original anglais publié le 12 décembre 2006, [WSWS](#).

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [David Walsh](#), [WSWS](#), 2006

Articles Par : [David Walsh](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca